

Rapide rappel historique

Quelques belles avancées sociales (les congés payés, la semaine de 40 heures...) sont nées dans les années 1935 à 1940 pendant que Léon Blum et le Front populaire gouvernaient la France.

En 1940, il y eut la défaite éclair de nos soldats face à une armée allemande mieux préparée. Dans une France occupée militairement sur une bonne moitié de son territoire, les Français s'inclinèrent par force majoritairement, certains malheureusement collaborant et les plus patriotes se mirent progressivement en résistance pour soutenir l'inflexible volonté du général de Gaulle.

Après le débarquement des Alliés en 1944 et la victoire du 8 mai 1945, il fallait panser les plaies et reconstruire avec l'aide américaine du plan Marshall.

Ce fut une époque de privations et d'efforts de tout le peuple, avec des moments de découragement et de grèves très dures. Mais l'union et la volonté l'emportèrent malgré l'instabilité des gouvernements de la IV^e République. Ce fut aussi une époque de progrès ménagers et matériels importants, une époque d'une bonne élévation du niveau de vie pour le peuple français.

De 1948 à 1958, le monde politique s'équilibrait entre trois forces : le parti socialiste, le MRP (Mouvement républicain populaire) et le RPF (Rassemblement du peuple français) animé par les gaullistes.

De cette période, j'ai retenu trois noms. Celui du socialiste Guy Mollet, qui en pleine guerre d'Algérie, gouverna tant bien que mal ! Celui du radical Pierre Mendès-France, éphémère Premier ministre (7 mois et 7 jours) qui mit fin à la guerre d'Indochine et laisse le souvenir d'un homme rendant scrupuleusement compte de ses actions. Celui enfin du centriste Antoine Pinay, Premier ministre de la IV^e République et ministre des Finances honnête et économe de l'argent public de la V^e République.

En 1958, lorsque le général de Gaulle a fondé la V^e République et changé la Constitution pour gouverner plus sûrement et plus efficacement, les finances publiques étaient au plus bas !

Avec le gouvernement de Michel Debré, le général de Gaulle initia une politique rigoureuse, s'interdisant les déficits et les emprunts non productifs. Le général de Gaulle, qui n'hésitait pas à consulter le peuple par référendum, bénéficia aussi des efforts de tous les Français car nous étions alors en pleine période de ce qui fut appelé les Trente Glorieuses, que l'on peut situer de 1948 à 1978.

En 1969, lorsque le général de Gaulle quitta le pouvoir, les finances publiques étaient en équilibre et positives. Son successeur, Georges Pompidou, a bien gouverné, avant de mourir d'une terrible maladie.

Commença alors la mésentente entre le RPR de Jacques Chirac et l'UDF de Valéry Giscard d'Estaing. Celui-ci fut élu président de la République en 1974 et battu en 1981 du fait de cette mésentente.

François Mitterrand a dirigé le pays avec sûreté et tromperies pendant 14 ans et Jacques Chirac avec prudence pendant 12 ans. Pendant ces 26 années, les déficits se sont répétés et la dette publique n'a cessé de monter de plus en plus dangereusement.

En 2007, les Français espéraient un président énergique et capable. Nicolas Sarkozy a seulement fait preuve d'une énergie brouillonne, avec malheureusement des « affaires » qui sont un mauvais exemple pour le peuple laborieux de notre pays.

Élu en 2012, François Hollande n'arrive pas à tenir ses folles promesses et il s'engage avec grande prudence dans de petites réformes. Comme son prédécesseur, il coûte très cher en communication dans l'espoir d'être réélu en 2017. Les Français le perçoivent avec inquiétude, pour son optimisme dangereux à son niveau.

Le train de vie de nos élus

Le 6 juin 2015, pour assister à Berlin à la finale de la Ligue des champions entre les équipes de Barcelone et Turin, le Premier ministre Manuel Valls a utilisé un avion officiel, sans accompagnement de ministre puisque la France n'était pas concernée par ce match de football, mais accompagné par deux de ses fils.

Pendant que beaucoup de Français souffrent et peinent en fin de mois pour joindre les deux bouts après avoir payé des impôts et charges en constante augmentation, c'est un gaspillage d'argent public et une faute qui révèlent un train de vie sans retenue.

Les ministres doivent être exemplaires car ils sont observés par tous. Comme beaucoup de Français, je croyais que Manuel Valls l'était et j'ai été fortement déçu !

Après cet aller-retour coûteux à Berlin, le Premier ministre s'est muré dans un silence dédaigneux malgré les questions renouvelées des médias. Puis quatre jours plus tard, il a déclaré vouloir payer personnellement le prix d'un aller-retour à Berlin pour ses deux fils. Sans pour autant reconnaître qu'il s'agissait d'un voyage privé dans un avion officiel.

Les prédécesseurs de Manuel Valls ont fait des abus plus importants. Ce n'est pas pour autant excusable pour notre Premier ministre qui prétend, selon la communication officielle, être sans

peur et sans reproche, concentré sur le redressement des finances de la France. Beaucoup de Français pensent que ce redressement se fera en actes concrets, par des économies, petites et grandes.

Lorsqu'il était ministre des Finances au début de la V^e République, Antoine Pinay a laissé un souvenir durable. Le soir, après avoir travaillé tard, il éteignait lui-même toutes les lumières de son bureau et des couloirs. C'était une économie très petite, certes ! Mais elle indiquait sa modestie et son état d'esprit.

Les élus de la V^e République se sont comportés différemment après le décès du président Georges Pompidou ! Est-ce l'arrivée au pouvoir des énarques qui a donné à nos dirigeants l'impression d'être une caste supérieure pouvant s'autoriser des privilèges avec l'usage de l'argent public ?

Dès son arrivée au pouvoir, Nicolas Sarkozy avait dépensé plus de 100 millions d'euros pour un nouvel avion présidentiel luxueusement aménagé avec chambre, salle de bains, salle de réunion pour une douzaine de personnes, moyens de communication sécurisés ultra-modernes et leurres anti-missiles. Et pendant 5 ans, monsieur Sarkozy a multiplié les voyages aux frais des contribuables français.

François Fillon avait 62 collaborateurs et 61 agents pour l'intendance de son cabinet de Premier ministre, alors que selon le président Sarkozy, il n'était qu'un collaborateur de l'Élysée. Monsieur Fillon s'est malgré tout accroché à son poste en bénéficiant d'un logement à Matignon de 309 m², dont 213 m² privés pour femme et enfants, alors que son prédécesseur Jean-Pierre Raffarin se contentait d'un appartement de 78 m².

En ces temps de crise et de restrictions budgétaires, le train de vie des élus devait logiquement changer. Mais la classe politique, parfois donneuse de leçons, se tait et semble n'avoir pas encore envisagé de remettre en question ses privilèges et avantages financiers.

Table des matières

Rapide rappel historique	9
Le train de vie de nos élus	12
Le chômage en France	17
Les forces politiques françaises en 2015	20
Le référendum grec du 5 juillet 2015	22
Economiser vraiment l'argent public	27
Chômage : le dramatique échec de François Hollande	29
Le retour de la morale en politique est-il possible ?	31
Les migrants qui envahissent l'Europe	34
Une loi qui pénalise seulement les victimes	36
Presque un million d'auto-entrepreneurs en France	38
Pour une gouvernance enfin responsable	40
Nous vivons maintenant mieux en France	42
Le régime des partis	50
Moins d'impôts et plus de liberté	53
Les scandales financiers de certains élus	56
L'ENA et les énarques	58
La réforme du Code du travail	60
L'emploi des jeunes	62
L'austérité gagnante du Portugal	65
Matteo Renzi, le réformateur	67

Les cagnottes des élus de la V ^e République	69
Le pape François	72
Les quartiers	75
L'Union européenne en 2015	79
François Hollande chef de guerre	82
Réflexions d'un citoyen français	85
Quel président de la République en 2017 ?	90